Plan Quadriennal de la Direction de l'Instruction Publique

PRÉSENTATION D'ENSEMBLE

I. — CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

Le Plan quadriennal proposé par la Direction de l'Instruction Publique pour la période 1953-56 obéit aux préoccupations suivantes :

1° Il couvre l'ensemble des besoins reconnus dans les différents domaines où s'exerce l'activité de cette Direction :

— *Enseignement* :

- primaire,
- secondaire,
- technique,
- supérieur;

— *Education générale* :

- Jeunesse,
- Sports,
- Education populaire et bibliothèques;

— *Services rattachés* :

- Arts Tunisiens
- Antiquités,
- Beaux-Arts.

2° Il s'intègre dans un plan général élaboré en 1949 et dont la réalisation, liée au développement économique et social de la Régence, doit être achevée en 1969. Ce plan prévoyait pour la fin de l'année scolaire 1951-1952 un effectif total de 195.000 élèves. Celui-ci s'élève en réalité à 197.878 unités auxquelles il convient d'ajouter 3.313 enfants suivant les cours de lutte contre l'analphabétisme. L'on peut donc estimer que le plan quadriennal 1953-1956, tout en bénéficiant d'une légère avance, grâce aux réalisations précédemment effectuées, prend son départ normalement et doit se fixer comme objectif minimum l'effectif de 285.000 élèves prévu pour la fin de l'année scolaire 1956-1957 dans le plan de scolarisation totale.

3° Il ne saurait, en valeur absolue, répondre complètement aux

besoins d'une scolarisation qui ne sera théoriquement totale qu'en 1969. L'on ne saurait oublier qu'en dépit d'un accroissement, ces dernières années, du pourcentage des dépenses d'enseignement par rapport à l'ensemble du budget, les sommes ainsi affectées ne permettent qu'un effort partiel. Cet effort budgétaire doit être accru, afin que les excédents démographiques, s'ajoutant aux insuffisances actuelles de la scolarisation, n'accentuent dangereusement le décalage entre la masse scolarisable et les effectifs scolarisés.

4° Le plan quadriennal d'enseignement ne peut pas, non plus, dans l'incertitude où l'on se trouve encore de l'ampleur des résultats des réalisations économiques prévues (modernisation de l'agriculture, industrialisation, commerce, transports et voies de communication) ajuster exactement ses objectifs à ceux des autres administrations et du secteur privé.

Il nous faut donc nous contenter d'approximations fondées sur une évaluation aussi précise que possible des besoins locaux, régionaux et nationaux, tels qu'ils se dégagent des perspectives dressées dans les divers secteurs de l'activité économique du pays. C'est seulement après qu'auront été fixés les objectifs économiques du plan 1953-1956 que, pour les années suivantes et en considérant ces objectifs comme atteints, la Direction de l'Instruction Publique disposera, notamment pour développer l'enseignement technique, d'évaluations satisfaisantes et de directives présentant de suffisantes garanties. Les futurs ouvriers, producteurs et techniciens nécessaires pour la période 1953-1956 sont déjà en effet, à l'heure actuelle, engagés dans leurs études et il importe de fixer des objectifs économiques plus lointains, par exemple à quinze ou vingt ans de distance, pour orienter comme il convient l'effort des divers secteurs de l'enseignement public.

II. — HIERARCHIE DES BESOINS DANS LES DIFFERENTS SECTEURS

Cette hiérarchie s'inspire des considérations suivantes :

1° Dans un pays menacé de surpopulation et en voie d'évolution, il importe d'assurer, à un rythme aussi rapide et avec une variété aussi large que possible, la satisfaction des besoins essentiels. L'enseignement technique et professionnel doit donc être tenu pour le secteur prioritaire.

Encore faut-il, sur le plan local, régional et national, porter l'effort sur les spécialités les plus nécessaires à la vie du pays et déterminer d'après les divers besoins actuellement constatés et selon les prévisions possibles pour les années suivantes :

- a) l'orientation de l'enseignement dans ces établissements,
- b) le niveau que doit atteindre l'enseignement pour la majorité des élèves en vue de permettre la satisfaction immédiate des besoins en main d'œuvre et techniciens,
- c) la localisation la plus directement utile :
 - des créations d'établissements,

- des extensions,
- des dotations en outillage nouveau ou complémentaire.

2° Qu'il s'agisse d'enseignement technique ou d'artisanat, une formation primaire en constitue la base indispensable. On ne peut, en effet, dans la plupart des techniques même si elles sont rudimentaires, espérer une modernisation et une adaptation aux conditions actuelles et futures de la production sans une préparation adéquate des esprits.

L'orientation de plus en plus nette donnée à l'enseignement primaire dans la Régence comprend, dans le cadre d'un progrès d'enseignement général fondé sur une étude du milieu aussi précise que possible :

- a) une initiation à la coopération, à l'aide de leçons et d'exemples (problèmes de calcul, visites commentées, rédactions, tenue des comptes d'une petite coopérative scolaire ou d'une mutuelle);
- b) une éducation agricole dans les écoles rurales, faisant appel, selon les dispositions de programmes établis régionalement et différents les uns des autres, aux productions et aux ressources du pays (leçons théoriques et exercices pratiques);
- c) une adaptation locale, dans les écoles urbaines et rurales des enseignements donnés à partir du cours élémentaire 2^e année (4^e primaire).

Cette adaptation et cette orientation de l'Enseignement primaire, patiemment poursuivies, sont indispensables à la transformation du pays. Celle-ci ne sera profonde que lorsqu'elle reposera sur une extension très large de la scolarisation, elle-même prolongée par une action judicieuse dans le domaine de la culture populaire.

La nécessité d'élites locales, aptes à gérer efficacement des affaires municipales, à créer et à administrer des coopératives, à faire comprendre à la population l'intérêt de formules nouvelles de production et d'amélioration sociales, impose d'autre part le développement :

- de l'éducation populaire (bibliothèques populaires, cinéma éducatif, radio);
- d'une éducation des adultes obtenue surtout par des moyens audio-visuels (films conçus spécialement pour les besoins du pays). Cette éducation, dès maintenant, doit être d'autant plus activement poussée que la génération des adultes n'a pas bénéficié d'une suffisante scolarisation et ne peut trouver que dans ces moyens annexes d'enseignement les éléments nécessaires d'une formation des masses.

3° Il convient, d'autre part, de préparer durant la période quadriennale 1953-1956 les moyens d'une recherche scientifique et d'un enseignement supérieur répondant aux nécessités de la mise en valeur de la Tunisie au cours des périodes postérieures.

Par ordre de priorité, il importe de prévoir :

- a) le développement rapide des sciences appliquées et la préparation de techniciens selon des modalités à déterminer en harmo-

nie avec les possibilités qu'offre le haut enseignement de la Métropole. Il sera important, en outre, de doter de moyens de travail le Conseil tunisien de la recherche scientifique;

b) l'accroissement normal des sections juridique et littéraire (notamment dans les secteurs de la géographie, de la sociologie, de l'ethnographie et de discipline de caractère économique), en liaison, notamment par un contrôle des bourses et des prêts d'honneur, avec les besoins réels de la Tunisie, dans l'administration et les professions libérales, au cours des périodes quadriennales suivantes. La large place à réserver à l'enseignement supérieur durant la prochaine période quadriennale se justifie non seulement par l'importance des besoins auxquels il répond mais par le retard dont a souffert jusqu'ici l'équipement de l'Institut des Hautes Etudes, en raison de la date récente de sa création.

4° L'enseignement secondaire pose de redoutables problèmes en raison de la vogue dont il jouit auprès de la population et de la rapidité prévisible de son développement. Celle-ci apparaîtrait d'autant plus grande que la scolarisation primaire se sera étendue, si une sélection et une orientation attentives des élèves n'étaient maintenues et développées. Il est à noter d'ailleurs qu'actuellement les effectifs de l'enseignement secondaire en Tunisie n'atteignent que 7 % de ceux de l'enseignement primaire, contre 8,4 pour cent en France. De même les effectifs de l'enseignement secondaire et de l'enseignement technique sont à peu près à égalité (11.171 élèves en face de 11.107 élèves de l'enseignement technique), au lieu de 500.000 élèves des lycées et collèges contre 236.000 de l'enseignement technique en France, et au Maroc des effectifs de l'enseignement technique atteignant environ les deux tiers des effectifs de l'enseignement secondaire (en 1949-50 : 8.980 en face de 12.607 dans l'enseignement secondaire).

L'équipement administratif et social de la Régence offre d'ailleurs pour plusieurs années des débouchés suffisants aux anciens élèves de l'enseignement secondaire.

5° Certaines dépenses enfin, à des titres divers doivent échapper à toute comparaison avec les dépenses d'enseignement et être soustraites à tout classement prioritaire. Il en est ainsi pour les services suivants :

a) Le Service des Arts Tunisiens :

A la formation prioritaire de producteurs aptes à utiliser les moyens techniques du monde moderne, doit s'ajouter l'éducation d'artisans et artisanes sachant grâce à la pratique d'un métier traditionnel présentant les meilleures garanties artistiques, s'assurer des gains substantiels, qu'il s'agisse d'une ressource principale ou d'une ressource d'appoint. L'Office des Arts Tunisiens, en liaison avec le Service de l'Enseignement Technique, le Service de l'Artisanat du Ministère du Commerce, l'Union des Sociétés Coopératives Artisanales de Tunisie (U.S.C.A.T.) et avec l'Office Tunisien du Tourisme, doit être doté des moyens lui permettant d'apporter sa contribution à une œuvre d'éducation technique

dont l'importance économique, sans être considérable, ne saurait être négligée.

b) Le Service des Antiquités :
qui doit pouvoir :

- continuer la prospection archéologique de la Régence.
- sauvegarder, par d'opportunes restaurations, les monuments historiques de Tunisie et protéger les sites,
- assurer l'organisation et le fonctionnement des musées.

L'ensemble de ces dépenses, au rebours des dépenses d'enseignement, présente d'ailleurs, en raison des possibilités d'exploitation touristique, des garanties de rentabilité.

c) Les Services de la Jeunesse et des Sports :
dont le développement suit normalement la progression des effectifs scolaires et qui concourent avec les services d'enseignement à l'éducation intégrale de la jeune génération.